

vernement a songé à leur demander de participer aux entretiens dès le début?

L'hon. M. MacEachen: Il s'agit d'une délégation de l'industrie minière qui présente son opinion sur la question de la main-d'œuvre. C'est une réunion demandée par l'industrie et traitée comme telle.

M. Orlikow: Selon les rapports, il ne s'agit pas d'une réunion mais de comités d'étude conjoints établis entre la *Mining Association* et les ministères fédéraux; c'est là chose toute différente et, à mon sens, les syndicats devraient participer aux réunions.

(Texte)

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

A PROPOS DE LA VENTE D'URANIUM À LA FRANCE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Henri Latulippe (Compton-Frontenac): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Peut-il nous dire ce qu'il entend faire au sujet de la vente d'uranium à la France?

L'hon. Paul Martin (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le président, le très honorable premier ministre a répondu à cette question, la semaine dernière.

(Traduction)

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

RAPPORT DE LA COMMISSION HALL ET CONFÉRENCE FÉDÉRALE-PROVINCIALE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au premier ministre? Peut-il dire si on a fixé la date d'une réunion entre le gouvernement fédéral et les provinces relativement aux soins de santé, comme prévu dans le discours du trône d'hier?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Tout ce que je puis dire pour le moment, monsieur l'Orateur, c'est que ce sera après Pâques. Nous sommes en train de décider d'une date qui conviendra à tous les intéressés.

M. Knowles: Puis-je poser une question complémentaire? Le premier ministre fera-t-il connaître à la Chambre, par le dépôt de la correspondance peut-être, le programme ou les modalités de cette conférence?

Le très hon. M. Pearson: Je ne vois aucune raison qui empêcherait de le faire, si les provinces sont consentantes.

• (3.10 p.m.)

LES CHEMINS DE FER NATIONAUX

TORONTO—LOCATION, COMME TERRAIN DE STATIONNEMENT, D'UN EMBRANCHEMENT DÉSAFFECTÉ

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Ralph Cowan (York-Humber): Je désirerais poser une question au ministre des Transports. La Commission du stationnement du township de York pourrait-elle louer une partie de l'emprise de la ligne d'embranchement du National-Canadien située au nord de l'usine de la *Canada Packers* à Toronto, embranchement aujourd'hui inutilisé?

M. l'Orateur: L'honorable député désirerait-il inscrire cette question au *Feuilleton*?

LE DISCOURS DU TRÔNE

SUITE DU DÉBAT SUR L'ADRESSE

La Chambre reprend l'étude, suspendue le 5 avril, de la motion de M. Cashin, tendant à voter une Adresse à Son Excellence le Gouverneur général, en réponse à son discours prononcé à l'ouverture de la session.

Le très hon. J. G. Diefenbaker (chef de l'Opposition): Monsieur l'Orateur, je tiens d'abord à féliciter l'honorable député de Saint-Jean-Ouest (M. Cashin), motionnaire de l'Adresse en réponse au discours du trône, de la façon dont il s'est acquitté de sa tâche. L'une des choses qui intéressent particulièrement ceux qui siègent à la Chambre des communes depuis longtemps, c'est de voir des jeunes hommes et des jeunes femmes se consacrer à la fonction publique et au Parlement.

Depuis que je suis ici, j'ai entendu nombre de motionnaires, mais je ne trahis aucune confiance en disant que les discours d'hier étaient d'une haute tenue. Les deux motionnaires ont parlé avec éloquence et se sont adressés à la Chambre des communes d'une façon qui leur fait honneur, de même qu'à la Chambre en général et à chacun de nous en particulier. (*Applaudissements*)

Ayant moi-même essayé d'apprendre à parler français, je veux que l'honorable député de Saint-Maurice-Lafleche (M. Chrétien) sache combien il est remarquable pour un jeune homme de s'exprimer dans les deux langues de façon claire, précise et efficace comme lui. Mais vous ne vous attendez tout de même pas, monsieur l'Orateur, que je partage leurs argu-